

L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE ET LA RÉVOLUTION SOCIALE

“LA RÉVOLUTION SOCIALE OU LA DICTATURE MILITAIRE” (1)

Michel BAKOUNINE

d'après l'édition de 1871 - Genève - Imprimerie coopérative, 8 rue de Carouge.

SEPTIÈME PARTIE: “Y-A-IL ENCORE POSSIBILITÉ DE VENDRE DES BIENS NATIONAUX CONFISQUÉS AUX ÉGLISES ET ARISTOCRATES?” (2)

Ici se présente une question: La révolution de 1792 et de 1793 a pu donner aux paysans, non gratis, mais à un prix très-bas, les biens nationaux, c'est-à-dire les terres de l'Eglise et de la noblesse émigrée, confisquées par l'Etat. Mais, objecte-t-on, elle n'a plus rien à donner aujourd'hui. Oh! que si; l'Eglise, les ordres religieux des deux sexes, grâce à la connivence criminelle de la monarchie légitime et du second empire surtout, ne sont-ils pas redevenus fort riches? Il est vrai que la plus grande partie de leurs richesses a été fort prudemment mobilisée, en prévision de révolutions possibles: L'Eglise, qui, à côté de ses préoccupations célestes, n'a jamais négligé ses intérêts matériels et s'est toujours distinguée par l'habile profondeur de ses spéculations économiques, a placé sans doute la majeure quantité de ses biens terrestres, qu'elle continue d'accroître chaque jour pour le plus grand bien des malheureux et des pauvres, dans toutes sortes d'entreprises commerciales, industrielles et bancaires, tant privées que publiques, et dans les rentes de tous les pays, de sorte qu'il ne faudrait rien moins qu'une banqueroute universelle, qui serait la conséquence inévitable d'une révolution sociale universelle, pour la priver de cette richesse qui constitue aujourd'hui le principal instrument de sa puissance, hélas! encore par trop formidable. Mais il n'en reste pas moins vrai qu'elle possède aujourd'hui, surtout dans le Midi de la France, d'immenses propriétés en terres et en bâtiments, aussi bien qu'en ornements et ustensiles du culte, de véritables trésors en argent, en or et en pierres précieuses. Eh bien! tout cela peut et, doit être confisqué; non au profit de l'Etat, mais par les communes.

HUITIÈME PARTIE: “POURQUOI LES RÉPUBLICAINS BOURGEOIS NE TOUCHERONT PAS AUX BIENS DES BONAPARTISTES?” (2)

Il y a ensuite les biens de ces milliers de propriétaires bonapartistes qui, pendant les années du régime impérial, se sont distingués par leur zèle et qui ont été ostensiblement protégés par l'empire. Confisquer ces biens n'était pas seulement un droit, c'était et cela reste encore un devoir. Car le parti bonapartiste n'est point un parti ordinaire, historique, sorti organiquement et d'une manière régulière des développements successifs, religieux, politiques et économiques du pays, et fondé sur un principe: national quelconque, vrai ou faux. C'est une bande de brigands, d'assassins, de voleurs, qui, s'appuyant d'un côté sur la lâcheté réactionnaire d'une bourgeoisie tremblante devant le spectre rouge, et encore rouge elle-même du sang des ouvriers de Paris qu'elle avait versé de ses mains, et de l'autre sur la

(1) Titre de la publication de 1871, mais dont le titre fut rectifié par un *Erratum* en deuxième page. (Note A.M.)

(2) Annotation et sous-titre *Anti.mythes*.

bénédiction des prêtres et sur l'ambition criminelle des officiers supérieurs de l'armée, s'était nuitamment emparée de la France: «*Une douzaine de Robert-Macaire de la vie élégante, rendus solidaires par le vice et par une détresse commune, ruinés, perdus de réputation et de dettes, pour se refaire une position et une fortune, n'ont pas reculé devant un des plus affreux attentats connus dans l'histoire. Voilà en peu de mots toute la vérité sur le coup d'Etat de décembre. Les brigands ont triomphé. Ils régneront depuis dix-huit années sans partage sur le plus beau pays de l'Europe, et que l'Europe considère avec beaucoup de raison comme le centre du monde civilisé. Ils ont créé une France officielle à leur image. Ils ont gardé à peu près intacte l'apparence des institutions et des choses, mais ils en ont bouleversé le fond en le ravalant au niveau de leurs mœurs et de leur propre esprit. Tous les anciens mots sont restés. On y parle comme toujours de liberté, de justice, de dignité, de droit, de civilisation et d'humanité; mais le sens de ces mots s'est complètement transformé dans leur bouche, chaque parole signifiant en réalité tout le contraire de qu'elle semble vouloir exprimer: on dirait une société de bandits qui, par une ironie sanglante, ferait usage des plus honnêtes expressions pour discuter les desseins et les actes les plus pervers. N'est-ce pas encore aujourd'hui le caractère de la France impériale? Y a-t-il quelque chose de plus dégoûtant, de plus vil par exemple, que le Sénat impérial, composé, aux termes de la Constitution, de toutes les illustrations du pays? N'est-ce pas, à la connaissance de tout le monde, la maison des invalides de tous les complices du crime, de tous les décembristes repus? Sait-on quelque chose de plus déshonoré que la justice de l'empire, de tous ces tribunaux et magistrats qui ne connaissent d'autre devoir que de soutenir dans toutes les occasions, et quand même, l'iniquité des créatures de l'empire (3).*

Voilà ce qu'au mois de mars, alors que l'empire était encore florissant, écrivait un de mes intimes amis. Ce qu'il disait des sénateurs et des juges était également applicable à toute la gent officielle et officieuse, aux fonctionnaires militaires et civils, communaux et départementaux, à tous les électeurs dévoués, ainsi qu'à tous les députés bonapartistes. La bande des brigands, d'abord par trop nombreuse, mais grossissant chaque année davantage, attirant dans son sein, par le lucre, tous les éléments pervers et pourris, puis, les y retenant par la solidarité de l'infamie et du crime, avait fini par couvrir toute la France, l'enlaçant de ses anneaux comme un immense reptile.

Voilà ce qu'on appelle le parti bonapartiste. S'il y eut jamais un parti criminel et fatal à la France, ce fut celui-là. Il n'a pas seulement violé sa liberté, dégradé son caractère, corrompu sa conscience, avili son intelligence, déshonoré son nom; il a détruit, par un pillage effréné, exercé pendant dix-huit ans de suite, sa fortune et ses forces, puis l'a livrée, désorganisée, désarmée, à la conquête des Prussiens. Aujourd'hui encore, alors qu'on aurait dû le croire déchiré de remords, mort de honte, anéanti sous le poids de son infamie, écrasé par le mépris universel, après quelques jours d'inaction apparente et de silence, il relève la tête il ose parler de nouveau, et il conspire ouvertement, contre la France, en faveur de Jérôme Bonaparte, désormais l'allié et le protégé des Prussiens.

Ce silence et cette inaction de courte durée ont été causés non par le repentir, mais uniquement par la peur atroce que lui avait causée la première explosion de l'indignation populaire. Dans les premiers jours de septembre, les bonapartistes avaient cru à une révolution, et, sachant fort bien qu'il n'y a point de punition qu'ils n'eussent méritée, ils s'enfuirent et se cachèrent comme des lâches, tremblant devant la juste colère du peuple, ils savaient que la Révolution, elle, n'aime pas les phrases, et qu'une fois quelle se réveille et agit, elle n'y va jamais de main morte. Les bonapartistes se crurent donc politiquement anéantis et pendant les premiers jour qui suivirent la proclamation de la République, ils ne songèrent qu'à mettre en lieu sûr leurs richesses accumulées par le vol et leurs chères personnes.

Ils furent agréablement surpris de voir qu'ils pouvaient effectuer l'un et l'autre sans la moindre difficulté et sans le moindre danger. Comme en février et mars 1848, les doctrinaires bourgeois et les avocats qui se trouvent aujourd'hui à la tête du nouveau gouvernement provisoire de la République, au lieu de prendre des mesures de salut, firent des phrases. Ignorants de la pratique révolutionnaire et de la situation réelle de la France, tout aussi bien que leurs prédécesseurs, ayant comme eux la Révolution en horreur, MM. Gambetta et C^{ie} voulurent étonner le monde par une générosité chevaleresque et qui fut non-seulement intempestive, mais criminelle, qui constitua une vraie trahison contre la France, puisqu'elle rendit la confiance et les armes à son ennemi le plus dangereux, à la bande des bonapartistes.

(3) *Les ours de Berne et l'ours de St-Pétersbourg* - Complainte patriotique d'un Suisse humilié et désespéré - Neuchâtel, 1870.

Animé par ce désir vaniteux, par cette phrase, le gouvernement de la Défense nationale prit donc toutes les mesures nécessaires, et, cette fois, même les plus énergiques, pour que MM. les brigands, les pillards et les voleurs bonapartistes puissent tranquillement quitter Paris et la France, emportant avec eux toute leur fortune mobilisable et laissant sous sa protection toute spéciale leurs maisons et leurs terres qu'ils ne pouvaient emporter avec eux. Il poussa même sa sollicitude étonnante pour cette bande d'assassins de la France au point de risquer toute sa popularité en les protégeant contre la trop légitime indignation et la défiance populaires. Notamment, dans plusieurs villes de province, le peuple, qui n'entend rien à cette exhibition ridicule d'une générosité si mal placée, et qui, lorsqu'il se lève pour agir, marche toujours droit à son but, avait arrêté quelques hauts fonctionnaires de l'empire qui s'étaient spécialement distingués par l'infamie et par la cruauté de leurs actes tant officiels que privés. A peine le gouvernement de la Défense nationale, et, principalement M. Gambetta, comme ministre de l'Intérieur, en eut-il connaissance, que, se prévalant de ce pouvoir dictatorial qu'il croit avoir reçu du peuple de Paris, et dont, par une contradiction singulière, il ne croit devoir faire usage que contre le peuple de province, mais non dans ses rapports diplomatiques avec l'envahisseur étranger, il s'empressa d'ordonner de la manière la plus hautaine et la plus péremptoire de remettre immédiatement tous ces coquins en pleine liberté.

Vous vous rappelez, sans doute, cher ami, les scènes qui se sont passées dans la seconde moitié de septembre, à Lyon, par suite de la mise en liberté de l'ancien préfet, du procureur général et des sergents de ville de l'empire. Cette mesure, ordonnée directement par M. Gambetta, et exécutée avec zèle et bonheur par M. Andrieux, procureur de la République, assisté par le Conseil municipal avait d'autant plus révolté le peuple de Lyon, qu'à cette même heure se trouvaient, dans les forts de la ville, beaucoup de soldats emprisonnés, mis aux fers, pour le seul crime d'avoir manifesté hautement leur sympathie pour la République, et dont le peuple, depuis plusieurs jours, réclamait vainement la délivrance.

Je reviendrai sur cet incident qui fût la première manifestation de la scission qui devait nécessairement se produire entre le peuple de Lyon et les autorités républicaines, tant municipales, électives, que nommées par le gouvernement de la défense nationale. Je me bornerai maintenant, cher ami, à vous faire observer la contradiction plus qu'étrange qui existe entre l'indulgence extrême, excessive, je dirai plus, impardonnable de ce gouvernement, pour des gens qui ont ruinée, déshonoré, et trahi le pays, et qui continuent de le trahir encore aujourd'hui, et la sévérité draconienne dont il use vis-à-vis des Républicains, plus républicains et infiniment plus révolutionnaires que lui. On dirait que le pouvoir dictatorial lui a été donné non par la Révolution, mais par la réaction, pour sévir contre la Révolution et que ce n'est que pour continuer la mascarade de l'Empire qu'il se donne le nom du gouvernement républicain.

On dirait qu'il n'a délivré et renvoyé des prisons les serviteurs les plus zélés et les plus compromis de Napoléon III, que pour faire place aux républicains. Vous avez été témoin et en partit aussi la victime de l'empressement et de la brutalité qu'ils ont mis à les persécuter, à les pourchasser, à les arrêter et à les emprisonner. Ils ne se sont pas contentés de cette persécution officielle et légale, ils ont eu recours à la plus infâme calomnie. Ils ont osé dire que ces hommes, qui, au milieu du mensonge officiel survivant à l'Empire et qui continue de ruiner les dernières espérances de la France, ont osé dire la vérité, toute la vérité au peuple, étaient des agents payés par les Prussiens.

Ils délivrent les Prussiens de l'Intérieur, notoires, avérés, les bonapartistes, car qui peut mettre en doute maintenant l'alliance ostensible de Bismarck avec les partisans de Napoléon III? Ils font eux-mêmes les affaires de l'invasion étrangère; au nom de je ne sais quelle légalité ridicule et d'une direction gouvernementale qui n'existe que dans leurs phrases et sur le papier, ils paralysent partout le mouvement populaire, le soulèvement, l'armement et l'organisation spontanés des communes, qui dans les circonstances terribles où se trouve le pays peuvent seuls sauver la France; et par là-même eux, les défenseurs nationaux, ils la livrent infailliblement aux Prussiens. Et non contents d'arrêter les hommes franchement révolutionnaires, pour le seul crime d'avoir osé dénoncer leur incapacité, leur impuissance et leur mauvaise foi, et d'avoir montré les seuls moyens de salut pour la France, ils se permettent encore de leur jeter à la face le sale nom de Prussiens! Ah! que Proudhon avait raison lorsqu'il disait (permettez-moi de vous citer tout ce passage, il est trop beau et trop vrai, pour qu'on puisse en retrancher un seul mot):

«Hélas! On n'est jamais trahi que par les siens. En 1848, , comme en 1793, la Révolution eut pour

enrayeurs ceux-là même qui la représentaient. Notre républicanisme n'est toujours, comme le vieux jacobinisme, qu'une humeur bourgeoise, sans principe et sans plan, qui veut et ne veut pas; qui toujours gronde, soupçonne et n'en est pas moins dupe; qui ne voit partout, hors de la coterie, que des factieux et des anarchistes; qui furetant les archives de la police, ne sait y découvrir que les faiblesses, vraies ou supposées, des patriotes; qui interdit le culte de Châtel et fait chanter des messes par l'archevêque de Paris; qui, sur toutes les questions, esquivé le mot propre, de peur de se compromettre, se réserve sur tout, ne décide jamais rien, se méfie des raisons claires et des positions nettes. N'est-ce pas là, encore une fois, Robespierre, le parleur sans initiative, trouvant à Danton trop de virilité, blâmant les hardiesses généreuses dont il se sent incapable, s'abstenant au 10 août (comme M. Gambetta et C^e jusqu'au 4 septembre), n'approuvant ni ne désapprouvant ni les massacres de septembre (comme ces mêmes citoyens la proclamation de la république par le peuple de Paris), votant la constitution de 93 et son ajournement à la paix; flétrissant la fête de la Raison et faisant celle de l'Etre-suprême; poursuivant Carrier et appuyant Fouquier-Tinville; donnant le baiser de paix à Camille Desmoulins dans la matinée et le faisant arrêter dans la nuit; proposant l'abolition de la peine de mort et rédigeant la loi de prairial, enchérissant tour à tour sur Sieyès, sur Mirabeau, sur Barnave, sur Pétion, sur Danton, sur Marat, sur Hébert, puis faisant guillotiner et proscrire, l'un après l'autre, Hébert, Danton, Pétion, Barnave, le premier comme anarchiste, le second comme indulgent, le troisième comme fédéraliste, le quatrième comme constitutionnel; n'ayant d'estime que pour la bourgeoisie gouvernementale et le clergé réfractaire; jetant le discrédit sur la Révolution, tantôt à propos du serment ecclésiastique, tantôt à l'occasion des assignats; n'épargnant que ceux à qui le silence ou le suicide assure un refuge, et succombant enfin le jour où, resté presque seul avec les hommes du juste-milieu, il essaya d'enchaîner à son profit, et de connivence avec eux, la Révolution (1)».

Ah! oui, ce qui distingue tous ces républicains bourgeois, vrais disciples de Robespierre, c'est leur amour de l'autorité de l'Etat quand même et la haine de la Révolution. Cette haine et cet amour, ils l'ont en commun avec les monarchistes de toutes les couleurs, voire même avec les bonapartistes, et c'est cette identité de sentiments, cette connivence instinctive et secrète, qui les rendent précisément si indulgents et si singulièrement généreux pour les serviteurs les plus criminels de Napoléon III. Ils reconnaissent que parmi les hommes d'Etat de l'Empire, il en est de bien criminels, et que tous ont fait à la France un mal énorme et à peine réparable. Mais après tout, c'étaient des hommes d'Etat, ces commissaires de police, ces mouchards patentés et décorés, qui dénoncèrent constamment aux persécutions impériales tout ce qui restait d'honnête en France; les sergents de ville eux-mêmes, ces assommeurs privilégiés du public, n'étaient-ils pas après tout des serviteurs de l'Etat? Et entre hommes d'Etat, on se doit des égards, car les républicains officiels et bourgeois sont des hommes d'Etat avant tout, et ils en voudraient beaucoup à celui qui se permettrait d'en douter. Lisez tous leurs discours, ceux de M. Gambetta surtout. Vous y trouverez dans chaque mot cette préoccupation constante de l'Etat, cette prétention ridicule et naïve de se poser en homme d'Etat.

Il ne faut jamais le perdre de vue, car cela explique tout et leur indulgence pour les brigands de l'Empire, et leurs sévérités contre les républicains révolutionnaires. Monarchiste ou républicain, un homme d'Etat ne peut faire autrement que d'avoir la Révolution et les Révolutionnaires en horreur; car la Révolution, c'est le renversement de l'Etat, les révolutionnaires sont les destructeurs de l'ordre bourgeois, de l'ordre public.

Croyez-vous que j'exagère? Je vous le prouverai par des faits.

Ces mêmes républicains bourgeois qui, en Février et en Mars 1848, avaient applaudi à la générosité du gouvernement provisoire qui avait protégé la fuite de Louis-Philippe et de tous les ministres, et qui après avoir aboli la peine de mort pour cause politique, avaient pris la résolution magnanime de ne poursuivre aucun fonctionnaire public pour des méfaits commis sous le régime précédent; ces mêmes républicains bourgeois, - y compris M. Jules Favre sans doute, l'un des représentants les plus fanatiques comme on sait de la réaction bourgeoise en 1849, et dans la Constituante et dans l'Assemblée législative, et aujourd'hui membre du gouvernement de la Défense nationale et représentant de la France républicaine à l'extérieur; ces mêmes républicains bourgeois, qu'ont-ils dit, décrété et fait en Juin? Ont-ils usé de la mansuétude envers les masses ouvrières, poussées à l'insurrection par la faim?

(1) Proudhon, *Idées générales de la Révolution*.

M, Louis Blanc, qui est un homme d'Etat aussi; mais un homme d'État socialiste, vous répondra:

«15.000 citoyens furent arrêtés après les événements de Juin, et 4.348 frappés de la transportation sans jugement, par mesure de sûreté générale. Pendant deux ans, ils demandèrent des juges, on leur envoya des commissions de clémence, et les mises en liberté furent aussi arbitraires que leurs arrestations. Croirait-on qu'un homme se soit trouvé qui ait osé prononcer devant une Assemblée, en plein dix-neuvième siècle, les paroles que voici: "Il serait impossible de mettre en jugement les transportés de Belle-Isle, contre beaucoup d'entre-eux, il n'existe pas de preuves matérielles" (2)».

Et comme, selon l'affirmation de cet homme, qui était Baroche, (le Baroche, de l'Empire, et en 1848 le complice de Jules Favre et de plus d'un autre, républicain, dans le crime commis en Juin contre les ouvriers) - il n'existait pas de preuves matérielles qui donnassent d'avance la certitude que le jugement aboutirait à une condamnation, on condamna 468 proscrits des pontons, sans les juger, à être transportés en Algérie. Parmi eux figurait Lagarde, coprésident des délégués du Luxembourg. Il écrivit, de Brest, aux ouvriers de Paris l'admirable et poignante lettre que voici:

«Frères, celui qui, par suite des événements de Février 1848, fut appelé à l'insigne honneur de marcher à votre tête; celui qui depuis dix-neuf mois souffre en silence, loin de sa nombreuse famille, les tortures de la plus monstrueuse captivité; celui, enfin, qui vient d'être condamné, sans jugement à dix années de travaux forcés sur la terre étrangère, et cela, en vertu d'une loi rétroactive, d'une loi conçue, votée et promulguée sous l'inspiration de la haine et de la peur (par des républicains bourgeois); celui-là, dis-je, n'a pas voulu quitter le sol de la mère-patrie sans connaître les motifs sur lesquels un ministre audacieux a osé échafauder la plus terrible des proscriptions.

En conséquence, il s'est adressé au commandant du ponton "la Guerrière", lequel lui a donné communication de ce qui suit, textuellement extrait des notes jointes à son dossier:

"Lagarde, délégué du Luxembourg, homme d'une probité incontestable, homme très-paisible, instruit, généralement aimé, et, par cela même, très dangereux pour la propagande".

Je ne livre que ce fait à l'appréciation de mes concitoyens, convaincu que leur conscience saura bien juger, qui, des bourreaux ou de la victime, mérite le plus leur compassion.

Quant à vous, frères, permettez-moi de vous dire, je pars, mais je ne suis pas vaincu, sachez-le bien! je pars, mais je ne vous dis pas adieu.

Non frères, je ne vous dis pas adieux. Je crois au bon sens du peuple; j'ai foi dans la sainteté de la cause à laquelle j'ai voué toutes mes facilités intellectuelles; j'ai foi en la République, parce qu'elle est impérissable comme le monde. C'est pourquoi je vous dis au revoir, et surtout union et clémence!

Vive la République!

*En rade de Brest. Ponton "la Guerrière".
Lagarde, ex-Président des délégués du Luxembourg».*

Qu'y a-t-il de plus éloquent que ces faits! n'a-t-on pas eu mille fois raison de dire et de répéter que la réaction bourgeoise de Juin, cruelle, sanglante, horrible, cynique, éhontée, a été la vraie mère du Coup-d'Etat de Décembre. Le principe était le même, la cruauté impériale n'a été que l'imitation de la cruauté bourgeoise, n'ayant renchéri seulement, que sur le nombre des victimes déportées et tuées. Quant aux tués, ce n'est pas même encore certain, car le massacre de Juin, les exécutions sommaires exécutées par les gardes nationales bourgeoises sur les ouvriers disséminés, sans aucun jugement préalable, et non pas le jour même, mais le lendemain de la victoire, ont été horribles. Quant au nombre des déportés, la différence est notable. Les républicains bourgeois avaient arrêté 15.000 et transporté 4.348 ouvriers. Les brigands de Décembre ont arrêté à leur tour près de 26.000 citoyens, et transporté à peu près la moitié, 13.000 citoyens à peu près. Evidemment de 1848 à 1852, il y a eu progrès, mais seulement dans la quantité, non dans la qualité. Quant à la qualité, c'est-à-dire au principe, on doit reconnaître que les brigands de Napoléon III ont été beaucoup plus expusables que les républicains

bourgeois de 1848. Ils étaient des brigands, des sicaires d'un despote; donc, en assassinant des républicains dévoués, ils faisaient leur métier; et on peut même dire qu'en déportant la moitié de leurs prisonniers, en ne les assassinant pas tous à la fois, ils avaient fait en quelque sorte acte de générosité; tandis que les républicains bourgeois, en déportant sans aucun jugement, par mesure de sûreté générale, 4.348 citoyens, ont foulé aux pieds leur conscience, craché à la face de leur propre principe, et en préparant, en légitimant le Coup-d'Etat de Décembre, ils ont assassiné la République.

Oui, je le dis ouvertement, à mes yeux et devant ma conscience, les Morny, les Baroche, les Persigny, les Fleury, les Piétri et tous leurs compagnons de la sanglante orgie impériale, sont beaucoup moins coupables que M. Jules Favre, aujourd'hui membre du gouvernement de la Défense nationale, moins coupables que tous les autres républicains bourgeois qui, dans l'Assemblée constituante et dans l'Assemblée législative, de 1848 à Décembre 1851, ont voté avec lui. Ne serait-ce pas aussi le sentiment de cette culpabilité et de cette solidarité criminelle avec les bonapartistes, qui les rend aujourd'hui si indulgents et si généreux pour ces derniers?

Il est un autre fait digne d'observation et de méditation. Excepté Proudhon et Louis Blanc, presque tous les historiens de la Révolution de 1848 et du Coup-d'Etat de Décembre, aussi bien que les plus grands écrivains du Radicalisme bourgeois, les Victor Hugo, les Guizot, etc..., ont beaucoup parlé du crime et des criminels de Décembre, mais ils n'ont jamais daigné s'arrêter sur le crime et sur les criminels de Juin? Et pourtant il est si évident que Décembre ne fut autre chose que la conséquence fatale et la répétition en grand de Juin!

Pourquoi ce silence sur Juin? Est-ce parce que les criminels de Juin étaient des républicains bourgeois, dont les écrivains ci-dessus nommés ont été moralement, plus ou moins complices? Complices de leur principe; et nécessairement alors les complices indirect de leur fait. Cette raison est probable. Mais il en est une autre, encore, qui est certaine: le crime de Juin n'a frappé que des ouvriers, des socialistes révolutionnaires, par conséquent des étrangers à la classe et des ennemis naturels du principe que représentent tous ces écrivains honorables. Tandis que le crime de Décembre a atteint et déporté des milliers de républicains bourgeois, leurs frères au point de vue social, leur coreligionnaires au point de vue politique. Et d'ailleurs ils en ont été eux-mêmes tous plus ou moins les victimes. De là leur extrême sensibilité pour Décembre et leur indifférence pour Juin.

Règle générale: un bourgeois, quelque républicain rouge qu'il soit, sera beaucoup plus vivement affecté, ému et frappé par une mésaventure dont un autre bourgeois sera victime, ce bourgeois fût-il même un impérialiste enragé, que du malheur d'un ouvrier, d'un homme du peuple. Dans cette différence, il y a sans doute une grande injustice, mais cette injustice n'est point préméditée, elle est instinctive. Elle provient de ce que les conditions et les habitudes de la vie, qui exercent sur les hommes une influence toujours plus puissante que leurs idées et leurs convictions politiques, ces conditions et ces habitudes, cette manière spéciale d'exister, de se développer, de penser et d'agir; tous ces rapports sociaux si multiples et en même temps si régulièrement convergents au même but, qui constituent la vie bourgeoise, le monde bourgeois, établissent entre les hommes qui appartiennent à ce monde, quelque soit la différence de leurs opinions politiques, une solidarité infiniment plus réelle, plus profonde, plus puissante et surtout, plus sincère, que celle qui pourrait s'établir entre les bourgeois et les ouvriers, par suite d'une communauté plus ou moins grande de convictions et d'idées.

La vie domine la pensée et détermine la volonté. Voilà une vérité que l'on ne doit jamais perdre de vue, quand on veut comprendre quelque chose aux phénomènes politiques et sociaux. Si l'on veut donc établir entre les hommes une sincère et complète communauté de pensées et de volonté, il faut les fonder sur les mêmes conditions de la vie, sur la communauté des intérêts. Et comme il y a, par les conditions mêmes de leur existence respective, entre le monde bourgeois et le monde ouvrier, un abîme, l'un étant le monde exploitant, l'autre exploité et victime, j'en conclus que si un homme, né et élevé dans le milieu bourgeois, veut devenir, sincèrement et sans phrases, l'ami et le frère des ouvriers, il doit renoncer à toutes les conditions de son existence passée, à toutes les habitudes bourgeoises, rompre tous ses rapports de sentiment, de vanité et d'esprit avec le monde bourgeois; et tournant le dos à ce monde, devenant son ennemi et lui déclarant une guerre irréconciliable, se jeter entièrement, sans restriction ni réserve, dans le monde ouvrier.

S'il ne trouve pas en lui une passion de justice suffisante pour lui inspirer cette résolution et ce courage, qu'il ne se trompe pas soi-même, et qu'il ne trompe pas les ouvriers, il ne deviendra jamais leur ami. Ses pensées abstraites, ses rêves de justice, pourront bien l'entraîner dans les moments de réflexion, de théorie et de calme, alors que rien ne bouge à l'extérieur, du côté du monde exploité. Mais que vienne ce moment de grande crise sociale, alors que ces deux mondes irréconciliablement opposés se rencontrent dans une lutte suprême, et toutes les attaches de sa vie le rejettent inévitablement dans le monde exploiteur. C'est ce qui est précédemment arrivé à beaucoup de nos ci-devant amis, et c'est ce qui arrivera toujours à tous les républicains et socialistes bourgeois.

Les haines sociales, comme les haines religieuses sont beaucoup plus intenses, plus profondes que les haines politiques. Voilà l'explication de l'indulgence de vos démocrates bourgeois pour les bonapartistes et de leur sévérité excessive contre les révolutionnaires socialistes. Ils détestent beaucoup moins les premiers que les derniers; ce qui a pour conséquence nécessaire de les unir; avec les bonapartistes dans une commune réaction.
